Deuxième conférence

Chers compagnons,

Je vous ai dit l'autre fois que deux grands événements historiques avaient fondé la puissance de la bourgeoisie: la révolution religieuse du seizième siècle, connue sous le nom de Réforme, et la grande Révolution politique du siècle passé. J'ai ajouté que cette dernière, accomplie certainement par la puissance du bras populaire, avait été initiée et dirigée exclusivement par la classe moyenne. Je dois aussi vous prouver, maintenant, que c'est aussi la classe moyenne qui en a profité exclusivement.

Et pourtant le programme de cette Révolution, au premier abord, paraît immense. Ne s'est-elle point accomplie au nom de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité du genre humain, trois mots qui semblent embrasser tout ce que dans le présent et l'avenir l'humanité peut seulement vouloir et réaliser ? Comment se fait-il donc qu'une Révolution qui s'était annoncée d'une manière si large ait abouti misérablement à l'émancipation exclusive, restreinte et privilégiée d'une seule classe au détriment de ces millions de travailleurs qui se voient aujourd'hui écrasés par la prospérité insolente et inique de cette classe ?

Ah ! C'est que cette Révolution n'a été qu'une révolution politique. Elle avait audacieusement renversé toutes les barrières, toutes les tyrannies politiques mais elle avait laissé intactes — elle avait même proclamé sacrées et inviolables — les bases économiques de la société, qui ont été la source éternelle, le fondement principal de toutes les iniquités politiques et sociales, de toutes les absurdités religieuses passées et présentes. Elle avait proclamé la liberté de chacun et de tous, ou plutôt elle avait proclamé le droit d'être libre pour chacun et pour tous.

Mais elle n'avait donné réellement les moyens de réaliser cette liberté et d'en jouir qu'aux propriétaires, aux capitalistes, aux riches.

La pauvreté, c'est l'esclavage!

Voilà les terribles paroles que de sa voix sympathique, partant de l'expérience et du cœur, notre ami Clément, nous a répétées plusieurs fois depuis les quelques jours que j'ai le bonheur de passer au milieu de vous, chers compagnons et amis.

Oui, la pauvreté c'est l'esclavage, c'est la nécessité de vendre son travail, et avec son travail sa personne, au capitaliste qui vous donne le moyen de ne point mourir de faim. Il faut avoir vraiment l'esprit intéressé au mensonge de Messieurs les bourgeois pour oser parler de liberté politique des masses ouvrières ! Belle liberté que celle qui les assujettit aux caprices du capital et les enchaîne à la volonté du capitaliste par la faim ! Chers amis, je n'ai assurément pas besoin de vous prouver, à vous qui avez appris à connaître par une longue et dure expérience les misères du travail, que tant que le capital restera d'un côté et le travail de l'autre, le travail sera l'esclave du capital et les travailleurs les sujets de Messieurs les bourgeois, qui vous donnent par dérision tous les droits politiques, toutes les apparences de la liberté, pour en conserver la réalité exclusivement pour eux-mêmes.

Le droit à la liberté, sans les moyens de la réaliser, n'est qu'un fantôme. Et nous aimons trop la liberté n'est-ce pas ? pour nous contenter de son fantôme. Nous en voulons la réalité. Mais (qu'est-ce) qui constitue le fond réel et la condition positive de la liberté ? C'est le développement intégral et la pleine jouissance de toutes les facultés corporelles, intellectuelles et morales pour chacun. C'est par conséquent tous les moyens matériels nécessaires à l'existence humaine de chacun; c'est ensuite l'éducation et l'instruction. Un homme qui meurt d'inanition, qui se trouve écrasé par la misère, qui se meurt chaque jour de froid et de faim, et qui, voyant souffrir tous ceux qu'il aime, ne peut venir à leur aide, n'est pas un homme libre, c'est un esclave. Un homme condamné à rester toute la vie un être brutal, faute d'éducation humaine, un homme privé d'instruction, un ignorant, est nécessairement un esclave; et s'il exerce des droits politiques, vous pouvez être sûrs que, d'une manière ou d'une autre, il les exercera toujours contre lui-même, au profit de ses exploiteurs, de ses maîtres.

La condition négative de la liberté est celle-ci: aucun homme ne doit obéissance à un autre; il n'est libre qu'à la condition que tous ses actes soient déterminés, non par la volonté d'autres hommes, mais par sa volonté et par ses convictions propres. Mais un homme que la faim oblige à vendre son travail, et avec son travail, sa personne, au plus bas prix possible au capitaliste qui daigne l'exploiter; un homme que sa propre brutalité et son ignorance livrent à la merci de ses savants exploiteurs, sera nécessairement et toujours esclave.

Ce n'est pas tout. La liberté des individus n'est point un fait individuel, c'est un fait, un produit collectif. aucun homme ne saurait être libre en dehors et sans le concours de toute l'humaine société. Les individualistes, ou les faux-frères socialistes que nous avons combattus dans tous les congrès de travailleurs, ont prétendu, avec les moralistes et les économistes bourgeois, que l'homme pouvait être libre, qu'il pouvait être homme, en dehors de la société, disant que la société avait été fondée par un contrat libre d'hommes antérieurement libres.

Cette théorie, proclamée par J.-J. Rousseau, l'écrivain le plus malfaisant du siècle passé, le sophiste qui a inspiré tous les révolutionnaires bourgeois, cette théorie dénote une ignorance complète tant de la nature que de l'histoire. Ce n'est pas dans le passé, ni même dans le présent, que nous devons

chercher la liberté des masses, c'est dans l'avenir, — dans un prochain avenir : c'est dans cette journée de demain que nous devons créer nous-mêmes, par la puissance de notre pensée, de notre volonté, mais aussi par celle de nos bras. Derrière nous, il n'y a jamais eu de libre contrat, il n'y a eu que brutalité, stupidité, iniquité et violence, — et aujourd'hui encore, vous ne le savez que trop bien, ce soi-disant libre contrat s'appelle le pacte de la faim, l'esclavage de la faim pour les masses et l'exploitation de la faim pour les minorités qui nous dévorent et nous oppriment.

La théorie du libre contrat est également fausse au point de vue de la nature. L'homme ne crée pas volontairement la société: il y naît involontairement. Il est par excellence un animal social. Il ne peut devenir un homme, c'est-à-dire un animal pensant, parlant, aimant et voulant, qu'en société. Imaginez-vous l'homme doué par la nature des facultés les plus géniales, jeté dès son bas âge en dehors de toute société humaine, dans un désert. S'il ne périt pas misérablement, ce qui le plus probable, il ne sera rien qu'une brute, un singe, privé de parole et de pensée, car la pensée est inséparable de la parole ; aucun ne peut penser sans le langage. Alors même que, parfaitement isolé, vous vous trouvez seul avec vous-même, pour penser vous devez faire usage de mots; vous pouvez bien avoir des imaginations représentatives des choses, mais aussitôt que vous voulez penser, vous devez sous servir de mots, car les mots seuls déterminent la pensée, et donnent aux représentations fugitives, aux instincts, le caractère de la pensée. La pensée n'est point avant la parole, ni la parole avant la pensée; ces deux formes d'un même acte du cerveau humain naissent ensemble. Donc, point de pensée sans parole. Mais qu'est-ce que la parole ? C'est la communication, c'est la conversation d'un individu humain avec beaucoup d'autres individus. L'homme animal ne se transforme en être humain, c'est-à-dire pensant, que par cette conversation, que dans cette conversation. Son individualité, en tant qu'humaine, sa liberté, est donc le produit de la collectivité.

L'homme ne s'émancipe de la pression tyrannique qu'exerce sur chacun la nature extérieure que par le travail collectif ; car le travail individuel, impuissant et stérile, ne saurait jamais vaincre la nature. Le travail productif, celui qui a créé toutes les richesses et toute notre civilisation, a été toujours un travail social, collectif; seulement jusqu'à présent il a été iniquement exploité par des individus au détriment des masses ouvrières. De même l'éducation et l'instruction qui développent l'homme, cette éducation et cette instruction dont Messieurs les bourgeois sont si fiers, et qu'ils versent avec tant de parcimonie sur les masses populaires, sont également les produits de la société tout entière. Le travail et, je dirai même plus, la pensée instinctive du peuple les créent, mais ils ne les ont créés jusqu'ici qu'au profit des individus bourgeois. C'est donc encore ne exploitation d'un travail collectif par des individus qui n'ont aucun droit à en monopoliser le produit.

Tout ce qui est humain dans l'homme, et plus que toute autre chose la liberté, est le produit d'un travail social, collectif. Être libre dans l'isolement absolu est une absurdité inventée par les théologiens et les métaphysiciens, qui ont remplacé la société des hommes par celle de leur fantôme, de Dieu. Chacun, disent-ils, se sent libre en présence de Dieu, c'est-à-dire du vide absolu, du néant; c'est donc la liberté du néant, ou bien le néant de la liberté, l'esclavage. Dieu, la fiction de Dieu, a été historiquement la source morale, ou plutôt immorale, de tous les asservissements.

Quant à nous, qui ne voulons ni fantômes, ni néant, mais la réalité humaine vivante, nous reconnaissons que l'homme ne peut se sentir et se savoir libre — et par conséquent, ne peut réaliser sa liberté — qu'au milieu des hommes. Pour être libre, j'ai besoin de me voir entouré, et reconnu comme tel, par des hommes libres. Je ne suis libre que lorsque ma personnalité, se réfléchissant, comme dans autant de miroirs, dans la conscience également libre de tous les hommes qui m'entourent, me revient renforcée par la reconnaissance de tout le monde. La liberté de tous, loin d'être une limite de la mienne, comme le prétendent les individualistes, en est au contraire la confirmation, la réalisation, et l'extension infinie.

Vouloir la liberté et la dignité humaine de tous les hommes, voir et sentir ma liberté confirmée, sanctionnée, infiniment étendue par l'assentiment de tout le monde, voilà le bonheur, le paradis humain sur la terre.

Mais cette liberté n'est possible que dans l'égalité. S'il y a un être humain plus libre que moi, je deviens forcément son esclave; si je le suis plus que lui, il sera le mien. Donc, l'égalité est une condition absolument nécessaire de la liberté.

Les bourgeois révolutionnaires de 1793 ont très bien compris cette nécessité logique. Aussi le mot Égalité figure-t-il comme le second terme dans leur formule révolutionnaire: Liberté, Égalité, Fraternité. Mais quelle égalité ? L'égalité devant la loi, l'égalité des droits politiques, l'égalité des citoyens, non celle des hommes; parce que l'État ne reconnaît point les hommes, il ne connaît que les citoyens. Pour lui, l'homme n'existe qu'en tant qu'il exerce -ou que, par une pure fiction, il est censé exercer- les droits politiques. L'homme qui est écrasé par le travail forcé, par la misère, par la faim, l'homme qui est socialement opprimé, économiquement exploité, écrasé, et qui souffre, n'existe point pour l'État, qui ignore ses souffrances et son esclavage économique et social, sa servitude réelle qui se cache sous les apparences d'une liberté politique mensongère. C'est donc l'égalité politique, non l'égalité sociale.

Mes chers amis, vous savez tous par expérience combien cette prétendue égalité politique non fondée sur l'égalité économique et sociale est trompeuse. Dans un État largement démocratique, par exemple, tous les hommes arrivés à l'âge de majorité, et qui ne se trouvent pas sous le coup d'une condamnation criminelle, ont le droit, et même, ajoute-ton, le devoir, d'exercer tous les droits politiques et de remplir toutes les fonctions auxquelles les peut appeler la confiance de leurs concitoyens. Le dernier homme du peuple, le plus pauvre, le plus ignorant, peut et doit exercer tous ces droits et remplir toutes ces fonctions: peut-on s'imaginer une égalité plus large que celle-là ? Oui, il le doit, il le peut légalement ; mais en réalité, cela lui est impossible. Ce pouvoir n'est que facultatif pour les hommes qui font partie des masses populaires, mais il ne pourra jamais devenir réel pour eux à moins d'une transformation radicale des bases économiques de la société, disons le mot, à moins d'une révolution sociale. Ces prétendus droits politiques exercés par le peuple ne sont donc qu'une vaine fiction.

Nous sommes là de toutes les fictions, tant religieuses que politiques. Le peuple est las de se nourrir de fantômes et de fables. Cette nourriture n'engraisse pas. Aujourd'hui il demande la réalité. Voyons donc ce qu'il y a de réel pour lui dans l'exercice des droits politiques.

Pour remplir convenablement les fonctions, et surtout les plus hautes fonctions, de l'État, il faut posséder déjà un haut degré d'instruction. Le peuple manque absolument de cette instruction. Est-ce sa faute ? Non, c'est la faute des institutions. Le grand devoir de tous les États vraiment démocratiques, c'est de répandre à pleines mains l'instruction dans le peuple. Y a-t-il un seul État qui l'ait fait ? Ne parlons pas des États monarchiques, qui ont un intérêt évident à répandre non l'instruction, mais le poison du catéchisme chrétien dans les masses. Parlons des États républicains et démocratiques comme les États-Unis de l'Amérique et la Suisse. Certainement, il faut reconnaître que ces deux États ont fait plus que tous les autres pour l'instruction populaire. Mais sont-ils parvenus au but, malgré toute leur bonne volonté ? A-t-il été possible pour eux de donner indistinctement à tous les enfants qui naissent dans leur sein une instruction égale ? Non, c'est impossible. Pour les enfants des bourgeois, l'instruction supérieure, pour ceux du peuple seulement l'instruction primaire, et, dans de rares occasions, quelque peu d'instruction secondaire. Pourquoi cette différence ? Par cette simple raison que les hommes du peuple, les travailleurs des campagnes et des villes, n'ont pas le moyen d'entretenir, c'est-à-dire de nourrir, de vêtir, de loger leurs enfants, pendant toute la durée de leurs études. Pour se donner une instruction scientifique, il faut étudier jusqu'à l'âge de vingt et un ans, et quelquefois jusqu'à vingt-cinq ans. Je vous demande quels sont les ouvriers qui sont en état d'entretenir si longtemps leurs enfants ? Ce sacrifice est au-dessus de leurs forces, parce qu'ils n'ont ni capitaux, ni propriété, et parce qu'ils vivent au jour le jour de leur salaire qui suffit à peine à l'entretien d'une nombreuse famille.

Et encore faut-il dire, chers compagnons, que vous, travailleurs des Montagnes, ouvriers dans un métier que la production capitaliste, c'est-à-dire l'exploitation des gros capitaux, n'est point encore parvenue à absorber, vous êtes comparativement fort heureux. Travaillant par petits groupes dans vos ateliers, et souvent même travaillant chez vous à la maison, vous gagnez beaucoup plus qu'on ne gagne dans les grands établissements industriels qui emploient des centaines d'ouvriers ; votre travail est intelligent, artistique, il n'abrutit pas comme celui qui se fait par les machines. Votre habileté, votre intelligence comptent pour quelque chose. Et de plus vous avez beaucoup de loisir et de liberté relative; c'est pourquoi vous êtes plus instruits, plus libres et plus heureux que les autres.

Dans les immenses fabriques établies, dirigées et exploitées par les grands capitaux, et dans lesquelles ce sont les machines, non les hommes, qui jouent le rôle principal, les ouvriers deviennent nécessairement de misérables esclaves, — tellement misérables que, le plus souvent, ils sont forcés de condamner leurs pauvres petits enfants, à peine âgés de huit ans, à travailler douze, quatorze, seize heures par jour pour quelques misérables petits sous. Et ils le font non par cupidité, mais par nécessité. Sans cela ils ne seraient point capables d'entretenir leurs familles.

Voilà l'instruction qu'ils peuvent leur donner. Je ne crois pas devoir perdre plus de paroles pour vous prouver, chers compagnons, à vous qui le savez si bien par expérience, que tant que le peuple travaillera non pour lui-même, mais pour enrichir les détenteurs de la propriété et du capital, l'instruction qu'il pourra donner à ses enfants sera toujours infiniment inférieure à celle des enfants de la classe bourgeoise.

Et voilà donc une grosse et funeste inégalité sociale que vous trouverez nécessairement à la base même de l'organisation des États : une masse forcément ignorante, et une minorité privilégiée qui, si elle n'est point toujours très intelligente, est au moins comparativement fort instruite. La conclusion est facile à tirer. La minorité instruite gouvernera éternellement les masses ignorantes.

Il ne s'agit pas seulement de l'inégalité naturelle des individus; c'est une inégalité à laquelle nous sommes forcés de nous résigner. L'un a une organisation plus heureuse que l'autre, l'un naît avec une faculté naturelle d'intelligence et de volonté plus grande que l'autre. Mais je m'empresse d'ajouter: ces différences ne sont pas du tout aussi grandes qu'on veut bien le dire. Même au point de vue naturel, les hommes sont à peu près égaux, les qualités et les défauts se compensent à peu près dans chacun. Il n'y a que deux exceptions à cette loi d'égalité naturelle: ce sont les hommes de génie et les idiots. Mais les exceptions ne sont pas la règle, et, en général, on peut dire que tous les individus humains se valent, et que, s'il existe des différences énormes entre les individus dans la société actuelle, elles prennent leur source dans l'inégalité monstrueuse de l'éducation et de l'instruction, et non dans la nature.

L'enfant doué des plus grandes facultés, mais né dans une famille pauvre, dans une famille de travailleurs vivant au jour le jour de leur rude travail quotidien, se voit condamné à l'ignorance, qui, au lieu de les développer, tue toutes ses facultés naturelles: il sera le travailleur, le manœuvre, l'entreteneur et le nourrisseur forcé de bourgeois qui, naturellement, sont beaucoup plus bêtes que lui. L'enfant du bourgeois, au contraire, l'enfant du riche, quelque bête qu'il soit naturellement, recevra l'éducation et l'instruction nécessaires pour développer au possible ses pauvres facultés: il sera un exploiteur du travail, le maître, le patron, le législateur, le gouverneur, un Monsieur. Tout bête qu'il soit, il fera des lois pour le peuple, contre le peuple, et il gouvernera les masses populaires.

Dans un État démocratique, dira-t-on, le peuple ne choisira que les bons. Mais comment reconnaîtra-t-il les bons ? il n'a ni l'instruction nécessaire pour juger le bon et le mauvais, ni le loisir nécessaire pour apprendre à connaître les hommes qui se proposent à son élection. Ces hommes vivent d'ailleurs dans une société différente de la sienne : ils ne viennent tirer leur chapeau devant Sa Majesté le peuple souverain qu'au moment des élections, et, une fois élus, ils lui tournent le dos. D'ailleurs, appartenant à la classe privilégiée, à la classe exploitante, quelque excellents qu'ils soient comme membres de leurs familles et de leur société, ils seront toujours mauvais pour le peuple, parce que tout naturellement ils voudront toujours conserver ces privilèges qui constituent la base même de leur existence sociale, et qui condamnent le peuple à un esclavage éternel.

Mais pourquoi le peuple n'enverrait-il pas dans les assemblées législatives et dans le gouvernement des hommes à lui, des hommes du peuple ? D'abord, parce que les hommes du peuple, devant vivre du travail de leurs bras, n'ont pas le temps de se vouer exclusivement à la politique; et, ne pouvant pas le faire, étant pour la plupart du temps ignorants des questions politiques et économiques qui se traitent dans ces hautes régions, ils seront presque toujours les dupes des avocats et des politiciens bourgeois. Et, ensuite, parce qu'il suffira la plupart du temps à ces hommes du peuple d'entrer dans le gouvernement pour devenir des bourgeois à leur tour, quelquefois même plus détestables et plus dédaigneux du peuple dont ils sont sortis que les bourgeois de naissance eux-mêmes.

Vous voyez bien que l'égalité politique, même dans les États les plus démocratiques, est un mensonge. Il en est de même de l'égalité juridique, de l'égalité devant la loi. La loi est faite par les bourgeois, pour les bourgeois, et elle est exercée par les bourgeois contre le peuple. L'État et la loi qui l'exprime n'existent que pour éterniser l'esclavage du peuple au profit des bourgeois.

D'ailleurs, vous le savez, quand vous vous trouvez lésés dans vos intérêts, dans votre honneur, dans vos droits, et que vous voulez faire un procès, pour le faire vous devez d'abord prouver que vous êtes en état d'en payer les frais, c'est-à-dire que vous devez déposer une certaine somme. Et si vous n'êtes pas en état de la déposer, vous ne pouvez pas faire de procès. Mais le peuple, la majorité des travailleurs ont-ils des sommes à déposer au tribunal ?

La plupart du temps, non. Donc le riche pourra vous attaquer, vous insulter impunément, car

il n'y a point de justice pour le peuple.

Tant qu'il n'y aura point d'égalité économique et sociale, tant qu'une minorité quelconque pourra devenir riche, propriétaire, capitaliste, non par le propre travail de chacun, mais par l'héritage, l'égalité politique sera un mensonge. Savez-vous quelle est la vraie définition de la propriété héréditaire ? C'est la faculté héréditaire d'exploiter le travail collectif du peuple et d'asservir les masses.

Voilà ce que les plus grands héros de la Révolution de 1793, ni Danton, ni Robespierre, ni Saint-Just, n'avaient point compris. ils voulaient que la liberté et l'égalité politiques, non économiques et sociales. Et c'est pourquoi la liberté et l'égalité fondées par eux ont constitué et assis sur des bases nouvelles la domination des bourgeois sur le peuple.

Ils ont cru masquer cette contradiction en mettant comme troisième terme à leur formule révolutionnaire la Fraternité. Ce fut encore un mensonge ! Je vous demande si la fraternité est possible entre les exploiteurs et les exploités, entre les oppresseurs et les opprimés ?

Comment ! je vous ferai suer et souffrir pendant tout un jour, et le soir, quand j'aurais recueilli le fruit de vos souffrances et de votre sueur, en ne vous en laissant qu'une toute petite partie afin que vous puissiez vivre, c'est-à-dire de nouveau suer et souffrir à mon profit encore demain, le soir, je vous dirai: Embrassons-nous, nous sommes des frères !

Telle est la fraternité de la Révolution bourgeoise.

Mes chers amis, nous voulons aussi, nous la noble Liberté, la salutaire Égalité et la sainte Fraternité. Mais nous voulons que ces belles, ces grandes choses, cessent d'être des fictions, des mensonges, deviennent une vérité et constituent la réalité !

Tel est le sens et le but de ce que nous appelons la Révolution sociale.

Elle peut se résumer en peu de mots Elle veut et nous voulons que tout homme qui naît sur cette terre puisse devenir un homme dans le sens le plus complet de ce mot; qu'il n'ait pas seulement le droit, mais tous les moyens nécessaires pour développer toutes ses facultés, et être libre, heureux, dans l'égalité et par la fraternité ! Voilà ce que nous voulons tous, et tous nous sommes prêts à mourir pour atteindre ce but.

Je vous demande, amis, une troisième et dernière séance pour vous exposer complètement ma pensée.

Michel Bakounine